Michel Ducharme. *Le concept de liberté au Canada à l'époque des révolutions atlantiques 1776-1838*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, 350 p.

Philip Girard

Volume 12, numéro 1, automne 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1010569ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1010569ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (imprimé)

1927-9299 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Girard, P. (2011). Compte rendu de [Michel Ducharme. *Le concept de liberté au Canada à l'époque des révolutions atlantiques 1776-1838*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, 350 p.] *Mens*, 12(1), 140–142.
<https://doi.org/10.7202/1010569ar>

offre ainsi une contribution essentielle aussi bien à l'histoire culturelle qu'à l'historiographie de l'art au Québec.

— *Stéphanie Danaux*

*Centre de recherche interuniversitaire
sur la littérature et la culture québécoises
Université de Montréal*

Michel Ducharme. *Le concept de liberté au Canada à l'époque des révolutions atlantiques 1776-1838*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, 350 p.

Parfois, après avoir lu un livre, on se dit : pourquoi personne n'a-t-il jamais pensé écrire ce livre auparavant ? L'auteur semble dire quelque chose de bien évident, mais qui n'a jamais été présenté de cette façon. C'est ce qui m'est arrivé en lisant *Le concept de liberté au Canada à l'époque des révolutions atlantiques 1776-1838*, de Michel Ducharme. La communauté des historien(ne)s au Canada connaît déjà l'œuvre de Michel Ducharme grâce à son ouvrage collectif *Liberalism and Hegemony: Debating the Canadian Liberal Revolution* (2009), qu'il a codirigé avec Jean-François Constant. Leur analyse critique de la « *liberal order thesis* » d'Ian McKay a reflété l'essor de l'histoire intellectuelle au Canada. Le présent ouvrage continue dans la même veine en traitant un thème d'envergure sur lequel l'historiographie canadienne est restée largement muette : la liberté. Pour Ducharme, il faut distinguer entre deux types de liberté : la liberté républicaine animant les révolutions française et américaine, fondée sur la souveraineté populaire et la participation politique d'une citoyenneté vertueuse, et ce qu'il appelle la liberté moderne, produit des *whigs* anglais, des philosophes écossais et des fédéralistes américains. La liberté moderne, selon Ducharme, est « moins préoccupé[e] d'égalité que d'autonomie individuelle », permet « la compétition des intérêts particuliers au sein des institutions politiques », et encourage « le commerce et l'accumulation des richesses » (p. 6). Cette distinction « permet ainsi de dépasser le manichéisme traditionnel voulant que

les colons britanniques aient, en refusant la révolution, nécessairement refusé la liberté et les idées des Lumières. Il est plus juste de dire qu'en refusant la révolution, les colons ont simplement rejeté une forme particulière de liberté, sans pour autant choisir la réaction ou la contre-révolution » (p. 7). Dans l'esprit de Michel Ducharme, la lutte entre ces deux concepts de liberté est à la base des rébellions de 1837-1838, dont le résultat n'est pas que la défaite de la liberté républicaine, mais aussi la victoire de la liberté moderne. Ainsi, les soulèvements des années 1830 représentent le dernier chapitre de l'époque des révolutions atlantiques.

Nous retiendrons comme points forts de cet ouvrage la volonté de l'auteur de prendre au sérieux les idées, son immersion dans les écrits de l'époque (métropolitains et canadiens), la rigueur de son analyse et sa décision de traiter les développements aux deux Canadas comme faisant partie du même drame. L'auteur précise toutefois qu'il s'intéresse uniquement au concept de liberté « comme fondement de la légitimité de l'État », donc, il ne s'attarde pas sur « les diverses formes de liberté et les divers droits qui existaient dans les colonies, comme l'habeas corpus, la liberté de religion, la liberté de presse, la liberté d'association et le droit de vote » (p. 12).

Cela permet certainement une analyse très ciblée des assises idéologiques de l'État colonial. Mais en passant sous silence la liberté vécue et en ignorant plus ou moins le droit au profit de la philosophie politique, l'auteur laisse un grand vide pour celui ou celle qui s'intéresserait à ces sujets. La légitimité de l'État ne dépend pas que des théories politiques, mais aussi de sa conduite actuelle, surtout dans le domaine de la justice. Quant au Haut-Canada, dans les cahiers de doléances des disciples de Mackenzie, les plaintes relatives à la mauvaise administration de la justice étaient parmi les plus graves. En Nouvelle-Écosse, où de tels exemples flagrants n'étaient pas si répandus (et les efforts de l'État pour supprimer la critique de Joseph Howe étaient destinés à l'échec), le gouvernement responsable a été obtenu « *without a pane of glass broken* ». Tandis que sur le plan de la théorie, on peut distinguer entre les deux types de liberté, comme M. Ducharme le fait, la

personne moyenne étant plus apte à concevoir la liberté dans un contexte particulier, presque toujours juridique. À un certain niveau, il est difficile de distinguer entre ceux qui rejettent la liberté moderne pour embrasser la liberté républicaine et ceux qui veulent que les autorités guidées par la notion de liberté moderne tiennent leurs promesses. L'histoire de la liberté est un domaine où l'histoire intellectuelle et l'histoire du droit doivent communiquer.

S'il y a un élément de la liberté moderne qui aurait bénéficié d'un peu plus d'attention, c'est la tension entre son souci de respecter les droits individuels et la suprématie du Parlement. Ducharme répète l'interprétation traditionnelle qui veut que la nature mixte de la constitution anglaise préserve les droits de la population entière. Mais ce n'est qu'une fiction, comme il le sait : le Parlement britannique a souvent aboli ou modifié les droits des individus au long des XVIII^e et XIX^e siècles. Les habitants des deux Canadas ont-ils compris que les droits individuels issus de la liberté moderne étaient toujours sujets à révision, censément dans l'intérêt public ? Et si tel était le cas, pourquoi et comment la liberté moderne a-t-elle conservé son attrait ?

Quant à moi, je trouve la thèse de Michel Ducharme plus satisfaisante que celle d'Ian McKay, pour qui la liberté semble apparaître sur la scène en 1840 sans antécédents visibles. Comment peut-on analyser la liberté canadienne sans retracer ses origines à l'époque de la Révolution américaine, quand le grand choix entre deux formes de liberté était posé de façon dramatique ? Et la « *liberal order thesis* » ne distingue pas de façon adéquate les différentes versions de la liberté courantes au Canada et aux États-Unis. On peut espérer que le travail de M. Ducharme sur l'évolution de la liberté au Canada se poursuivra jusqu'à la Confédération et après, mais il est certain que ce sera le contenu, plutôt que le vécu, de la liberté moderne qui sera mis sous son microscope.

— Philip Girard
Schulich School of Law
Dalhousie University